

Economies d'énergie & pouvoir d'achat des Français ?

La rénovation énergétique en 1ère ligne !

Économiser l'énergie : le message est clair, largement partagé et plus que jamais nécessaire face au risque de pénurie qui plane sur la France dès l'hiver prochain. L'enjeu n'est plus uniquement de préserver notre planète en limitant nos consommations et nos émissions de gaz à effet de serre mais également d'arriver à répondre aux besoins de l'ensemble des Français. La question du pouvoir d'achat est au centre des débats face à la flambée des prix de l'énergie qui devrait perdurer. Une problématique à la fois climatique, environnementale mais également économique et sociale.

Face à ce constat, une seule réponse : l'action. Les mesures de soutien mises en place par le Gouvernement, comme le chèque énergie ou encore le bouclier tarifaire, sont nécessaires mais elles pèsent lourdement sur les finances publiques et sont uniquement des solutions palliatives à court terme. Si elles permettent de compenser momentanément les difficultés, elles n'apportent pas de réponse de fond à la question de la soutenabilité de la facture d'énergie.

Il faut avant tout agir sur le besoin d'énergie et le réduire. En ce sens, l'action la plus efficace dans la durée reste d'engager des travaux de rénovation énergétique. Limiter les déperditions en isolant les toits, les murs, les planchers et remplacer les fenêtres, mais aussi mettre en place des équipements plus efficaces et mieux pilotés pour la ventilation, le chauffage et la production d'eau chaude, en utilisant des énergies décarbonées. Les rénovations énergétiques globales et performantes doivent passer du stade de concept à la réalité afin de garantir à tous des factures d'énergie acceptables, redonner du pouvoir d'achat aux Français, tout en améliorant leur confort.

C'est aussi une nécessité pour lutter contre la précarité énergétique dans laquelle des dizaines de milliers de nouveaux ménages pourraient basculer dès la fin du bouclier énergétique si des travaux de rénovation ne sont pas massivement engagés. Mais plus largement, le sujet se pose pour l'ensemble des consommateurs d'énergie pour qui l'inaction aura inévitablement comme conséquence de faire baisser leur pouvoir d'achat.

Or le constat de terrain est clair : l'engagement des travaux de rénovation énergétique ne cesse de baisser depuis le début de l'année 2022, du fait notamment, d'un reste à charge trop élevé pour les ménages. En cause, un dysfonctionnement profond du mécanisme des certificats d'économies d'énergie (CEE) – 1^{er} soutien financier à la rénovation énergétique en France - dont la baisse du cours ne permet plus de délivrer des primes attractives à ces familles. Pour relancer la dynamique, une correction sans délai de l'obligation CEE à hauteur d'au moins 700 TWhc est nécessaire.

Alors que le Gouvernement appelle à la réduction de 10% de nos consommations d'ici 2 ans, il nous faut plus que jamais une filière forte de la rénovation énergétique et des financements à la hauteur de l'enjeu. Une bonne articulation et un juste calibrage de MaPrimeRenov et des CEE sont plus que jamais nécessaires, notamment pour les ménages les plus modestes pour qui le reste à charge doit être le plus faible possible. Sans ce couple fort, pas de travaux et encore moins de rénovations performantes. Sans ce couple fort, pas d'économies d'énergie dans la durée. Sans ce couple fort, des risques accrus de rupture de la fourniture d'énergie. Sommes-nous prêts à prendre ces risques ?